



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1471

06 décembre 2020

- **Criminalité : Opérations de la Police Nationale en cours, le 4 décembre, contre des bases de gangs armés au sud de Port-au-Prince**
- **La population à la merci de ces gangs sur le territoire national**
- **Selon plusieurs organisations, les élections sont impossibles en Haïti dans ce contexte de crise politique et de criminalité grandissante**
- **Santé : Malgré les millions de dollars pour sa reconstruction, l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti est dépourvu d'infrastructures adéquates**

## >> Criminalité : Opérations de la Police Nationale en cours, le 4 décembre, contre des bases de gangs armés au sud de Port-au-Prince

Dès l'aube, des unités spécialisées de la Police Nationale d'Haïti mènent une opération contre des fiefs de gangs armés, au sud de Port-au-Prince. Selon les premières informations, la Police Nationale aurait pris le contrôle du Village de Dieu, un quartier populaire réputé comme repaire de gangs et l'un des lieux de séquestration de personnes enlevées. Des rafales d'armes ont été entendues dans les environs. Des barrages sont installés durant cette intervention. La circulation est interdite, en provenance et en direction du Sud d'Haïti. Une partie du département de l'Ouest, dont la municipalité de Carrefour, les départements du Sud-Est, du Sud, des Nippes et de la Grande Anse, soit la moitié des départements géographiques, sont bloqués. Parallèlement, des affrontements ont également lieu entre des unités spécialisées de la police nationale et des gangs de *Gran ravin*, autre fief de gangs armés, qui tenteraient de riposter et d'apporter assistance aux gangs de Village De Dieu. Par ailleurs, dans le département de l'Artibonite, au nord de Port-au-Prince, à *Kafou Pèy*, un bandit armé a été tué, dans l'après-midi du 3 décembre, quand, avec 2 autres bandits ils ont attaqué un point fixe de la police. Ils ont été interceptés et ont été transférés à Saint-Marc. Dans la matinée du 3 décembre, une situation de tensions avait régné, au Boulevard Harry Truman, communément appelé Bicentenaire, et dans plusieurs autres quartiers de

Port-au-Prince, suite à des affrontements entre des gangs armés et des agents de la Police Nationale d'Haïti. Des individus de la fédération de gangs G9, armés jusqu'aux dents, avaient attaqué le commissariat de police à *Gran Ravin* (sur les hauteurs de Martissant, sud de la capitale), une zone, depuis plusieurs années sous le contrôle de bandits armés, en toute impunité. Ils s'en étaient pris à des agents de Swat Team, à Village de Dieu. Des tirs nourris ont créé la panique et le quartier est vite devenu désert. Une patrouille de la police administrative a été également attaquée au niveau de Delmas (au nord-est de la capitale), indique un tweet du premier ministre Joseph Jouthe. C'est l'une des rares fois qu'un officiel du régime *tèt kale* au pouvoir a évoqué l'existence de la fédération de gangs armés G9 et alliés. « A la guerre comme à la guerre », a déclaré Joseph Jouthe. [L'intervention d'unités spécialisées de la police nationale a lieu au sud de Port-au-Prince, quelques heures après une réunion du Core group](#) (comprenant plusieurs pays dits amis d'Haïti) avec le président Jovenel Moïse. Par ailleurs, la police nationale a récupéré une douzaine d'écoliers kidnappés à bord d'un autobus par le gang dénommé *400 Mawozo*, à « La Tremblay », commune de Croix-des-Bouquets (au nord-est de la capitale). En début d'après-midi du jeudi 3 décembre, l'autobus avec les écoliers enlevés, serait encore entre les mains du gang *400*

Mawozo. Depuis le 2 décembre, ce gang sème la terreur en tirant des rafales d'armes, entre Croix-des-Bouquets et Ganthier, sur la route internationale de la frontière Malpasse/Malpaso (Jimani/République Dominicaine). Lundi 3 août, deux personnes, dont un nourrisson de quatre mois,

Godson Joseph, ont été tués lors d'une attaque du gang 400 Mawozo contre un autobus, sur la route de Ganthier. Le 12 juillet, une autre enfant de 8 mois, Marrydjuna Fleurimond, a été aussi tuée par balle de gangs à Norway, un quartier de Cité Soleil (nord de Port-au-Prince).

## >> La population à la merci de ces gangs armés sur le territoire national

Pour le moins, 4 cas quotidiens de kidnapping (enlèvement et séquestration) sont recensés, selon les organismes de droits humains. Ces actes sont perpétrés en toute impunité par les gangs armés, nullement inquiétés par la police nationale. Les premiers jours de décembre 2020 sont très préoccupants pour la population, avec une augmentation des kidnappings jamais atteinte. Dans plusieurs villes des citoyennes et citoyens décident de manifester leur réprobation de ces actes. [L'érection de barricades sur la voie publique est considérée comme des actes de terrorisme par le gouvernement](#). Chaque fois que la population proteste pacifiquement dans les rues, la police réagit brutalement. 3 médecins de Port-au-Prince ont été blessés par des balles en caoutchouc à la tête, tirées par la police lors de mouvements contre le kidnapping, les samedi 28 et lundi 30 novembre (<https://www.alterpresse.org/spip.php?article26437>). « Nous sommes à bout ! A bas kidnapping », « Ils kidnappent le peuple, Jovenel Moïse ne s'en soucie guère », « ils kidnappent le peuple, la police commet des massacres », « ligotez les voleurs et les kidnappeurs » sont les principaux propos, scandés par plusieurs médecins et infirmières, dont beaucoup portaient leur blouse blanche, lors d'une nouvelle manifestation, le mercredi 2 décembre, dans les rues de Port-au-Prince. Les protestataires ont critiqué l'impuissance des autorités policières à mettre un frein aux actes de criminalité, dont le kidnapping. Des pneus usagés enflammés ont été dressés au niveau du Champ de Mars (principale place publique de Port-au-Prince) et à l'avenue John Brown (Lalue), où des bouchons se sont formés. Des agents de la Police Nationale sont intervenus à Lalue pour enlever les barricades de pneus enflammés. Ces policiers ont également empêché les manifestants, qui défilaient aussi à la rue Oswald Durand, d'atteindre l'espace en ruines du Palais national. Bloqués pendant plusieurs minutes, les protestataires ont dû rebrousser chemin tout en proférant des propos hostiles à l'endroit des agents du Corps d'intervention et de maintien d'ordre (Cimo) de la police nationale.

## >> Selon plusieurs organisations, les élections sont impossibles en Haïti dans ce contexte de crise politique et de criminalité grandissante

Des organisations sociales, y compris de droits humains, dénoncent la complicité entre le président Jovenel Moïse et les représentants du Core Group, dans la mise en place, en Haïti, de ce qu'ils appellent « un pouvoir anti-démocratique, répressif et anticonstitutionnel ». « La réalisation d'élections démocratiques suppose que les protagonistes aient confiance dans l'institution électorale. Or, le collège des conseillères et conseillers, mis en place par l'exécutif, est illégitime et illégal ». Le processus électoral serait vicié à sa base, notent-elles. Les élections auront lieu avec ou sans accord politique, a récemment affirmé le premier ministre, Joseph Jouthe, alors que les partis de l'opposition continuent de contester le Collège électoral de l'exécutif, jugé inconstitutionnel. Ces organisations fustigent la prolifération des gangs armés, qui empêchent la population de circuler en toute quiétude. Elles déplorent les répressions systématiques exercées par la police contre les rassemblements publics et les mouvements de protestations pacifiques, en faisant usage de gaz lacrymogène, de projectiles réels et en caoutchouc, causant de nombreuses victimes. Elles évoquent aussi les attaques continuelles des gangs armés, dans les quartiers populaires, les braquages quotidiens et la montée vertigineuse du kidnapping, suivi de viols, de tortures et d'assassinats. [Ces organismes de promotions de droits humains, de droits des femmes, des droits des paysannes et paysans, condamnent le laxisme des autorités, qui n'adoptent aucune mesure pour combattre efficacement l'insécurité et la criminalité.](#)

## >> Santé : Malgré les millions de dollars pour sa reconstruction, l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti est dépourvu d'infrastructures adéquates

Pas d'infrastructures appropriées, particulièrement sanitaires. Des malades, des parents de patients se servent de récipients pour se baigner dans la cour de l'hôpital. En allant chercher à manger, le Dr. Hans David Télémaque a été enlevé dans la matinée du samedi 28 novembre, à proximité de l'Hôpital, par des bandits armés, qui l'ont libéré le lendemain.

